



Assemblée générale

Distr. générale
12 août 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 67 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :**
**élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 2106 A (XX), l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature et à la ratification la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹, invité les États visés à l'article 17 de la Convention à la signer et à la ratifier sans retard et prié le Secrétaire général de lui présenter des rapports sur l'état des ratifications de la Convention qu'elle examinerait lors e sessions ultérieures.

2. À la section III de sa résolution 67/156, l'Assemblée générale a réaffirmé sa conviction que la ratification de la Convention ou l'adhésion à cet instrument par tous les États et la mise en œuvre de ses dispositions étaient indispensables à l'efficacité de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi qu'à la concrétisation des engagements pris dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban², et déploré que l'objectif d'une ratification universelle en 2005 n'ait pas été atteint; elle a demandé instamment aux États parties de s'acquitter intégralement des obligations que leur impose la Convention et de prendre en considération les observations finales et les recommandations générales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

3. Au paragraphe 4 de sa résolution 69/161, l'Assemblée générale a réitéré, à l'approche du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Convention, son appel en faveur de la ratification universelle de la Convention et de sa mise en œuvre

* A/71/150.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 660, n° 9464.

² Voir A/CONF.189/12 et Corr.1, chap. I.



effective par tous les États parties pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale.

4. La Convention a été ouverte à la signature à New York le 7 mars 1966. Elle est entrée en vigueur le 4 janvier 1969, soit le trentième jour suivant la date du dépôt auprès du Secrétaire général du vingt-septième instrument de ratification, conformément à l'article 19 de la Convention.

5. Au 1^{er} août 2016, 177 États parties avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré. On trouvera en annexe au présent rapport la liste des États qui ont signé ou ratifié la Convention, qui y ont adhéré ou qui ont succédé à d'autres États parties, ainsi que les dates de ces actes.

6. À la même date, 57 des États parties à la Convention, à savoir l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, l'État plurinational de Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Kazakhstan, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, le Maroc, le Mexique, Monaco, le Monténégro, la Norvège, le Panama, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République de Moldova, la République tchèque, la Roumanie, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, le Togo, l'Ukraine, l'Uruguay et la République bolivarienne du Venezuela avaient fait, conformément à l'article 14 de la Convention, une déclaration par laquelle ils reconnaissaient la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou groupes de personnes relevant de leur juridiction qui se plaindraient d'être victimes d'une violation, par lesdits États parties, de l'un quelconque des droits énoncés dans la Convention. Les dispositions de l'article 14 sont entrées en vigueur le 3 décembre 1982, conformément au paragraphe 9 de cet article.

7. Par sa résolution 68/268, intitulée « Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme », l'Assemblée générale s'est dite consciente de l'importance d'octroyer des temps de réunion supplémentaires aux organes conventionnels des droits de l'homme afin de leur permettre de s'acquitter de leur mandat dans les délais prescrits. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a ainsi tenu deux sessions de trois semaines et une de quatre semaines en 2015 et en 2016. Conformément au deuxième paragraphe de l'article 9 de la Convention, le Comité soumet chaque année à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un rapport sur ses activités. Ce rapport, qui doit être soumis à l'Assemblée à sa soixante et onzième session, couvre les activités que le Comité a menées de sa quatre-vingt-septième à sa quatre-vingt-neuvième session³.

8. Conformément au paragraphe 6 de la résolution 69/161 de l'Assemblée générale, le rapport du Secrétaire général sur la situation financière du Comité n'a pas été élaboré, car aucun changement n'a été apporté à l'état des contributions des États parties qui sont toujours redevables d'arriérés, n'ayant pas acquitté des contributions précédemment mises en recouvrement (voir A/69/328).

³ À paraître dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 18 (A/71/18)*.

Annexe

Liste des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale au 1^{er} août 2016

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Afghanistan	6 juillet 1983 ^a	5 août 1983
Afrique du Sud	10 décembre 1998	9 janvier 1999
Albanie	11 mai 1994 ^a	10 juin 1994
Algérie	14 février 1972	15 mars 1972
Allemagne	16 mai 1969	15 juin 1969
Andorre	22 septembre 2006	21 octobre 2006
Antigua-et-Barbuda	25 octobre 1988 ^a	24 novembre 1988
Arabie saoudite	22 septembre 1997	22 octobre 1997
Argentine	2 octobre 1968	4 janvier 1969
Arménie	23 juin 1993 ^a	23 juillet 1993
Australie	30 septembre 1975	30 octobre 1975
Autriche	9 mai 1972	8 juin 1972
Azerbaïdjan	16 août 1996 ^a	15 septembre 1996
Bahamas	5 août 1975 ^b	4 septembre 1975
Bahreïn	27 mars 1990 ^a	26 avril 1990
Bangladesh	11 juin 1979 ^a	11 juillet 1979
Barbade	8 novembre 1972 ^a	8 décembre 1972
Bélarus	8 avril 1969	8 mai 1969
Belgique	7 août 1975	6 septembre 1975
Belize	14 novembre 2001	13 décembre 2001
Bénin	30 novembre 2001	29 décembre 2001
Bolivie (État plurinational de)	22 septembre 1970	22 octobre 1970
Bosnie-Herzégovine	16 juillet 1993 ^b	16 juillet 1993
Botswana	20 février 1974 ^a	22 mars 1974
Brésil	27 mars 1968	4 janvier 1969
Bulgarie	8 août 1966	4 janvier 1969
Burkina Faso	18 juillet 1974 ^a	17 août 1974
Burundi	27 octobre 1977	26 novembre 1977

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Cabo Verde	3 octobre 1979 ^a	2 novembre 1979
Cambodge	28 novembre 1983	28 décembre 1983
Cameroun	24 juin 1971	24 juillet 1971
Canada	14 octobre 1970	13 novembre 1970
Chili	20 octobre 1971	19 novembre 1971
Chine	29 décembre 1981 ^a	28 janvier 1982
Chypre	21 avril 1967	4 janvier 1969
Colombie	2 septembre 1981	2 octobre 1981
Comores	27 septembre 2004	27 octobre 2004
Congo	11 juillet 1988 ^a	10 août 1988
Costa Rica	16 janvier 1967	4 janvier 1969
Côte d'Ivoire	4 janvier 1973 ^a	3 février 1973
Croatie	12 octobre 1992 ^b	12 octobre 1992
Cuba	15 février 1972	16 mars 1972
Danemark	9 décembre 1971	8 janvier 1972
Djibouti	30 septembre 2011	30 octobre 2011
Égypte	1 ^{er} mai 1967	4 janvier 1969
El Salvador	30 novembre 1979 ^a	30 décembre 1979
Émirats arabes unis	20 juin 1974 ^a	20 juillet 1974
Équateur	22 septembre 1966 ^a	4 janvier 1969
Érythrée	31 juillet 2001 ^a	29 août 2001
Espagne	13 septembre 1968 ^a	4 janvier 1969
Estonie	21 octobre 1991 ^a	20 novembre 1991
État de Palestine	2 avril 2014 ^a	2 mai 2014
États-Unis d'Amérique	21 octobre 1994	20 novembre 1994
Éthiopie	23 juin 1976 ^a	23 juillet 1976
Ex-République yougoslave de Macédoine	18 janvier 1994 ^b	18 janvier 1994
Fédération de Russie	4 février 1969	6 mars 1969
Fidji	11 janvier 1973 ^b	10 février 1973
Finlande	14 juillet 1970	13 août 1970
France	28 juillet 1971 ^a	27 août 1971

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Gabon	29 février 1980	30 mars 1980
Gambie	29 décembre 1978 ^a	28 janvier 1979
Géorgie	2 juin 1999 ^a	2 juillet 1999
Ghana	8 septembre 1966	4 janvier 1969
Grèce	18 juin 1970	18 juillet 1970
Grenade	10 mai 2013	9 juin 2013
Guatemala	18 janvier 1983	17 février 1983
Guinée	14 mars 1977	13 avril 1977
Guinée-Bissau	1 ^{er} novembre 2010	1 ^{er} décembre 2010
Guinée équatoriale	8 octobre 2002 ^a	7 novembre 2002
Guyana	15 février 1977	17 mars 1977
Haïti	19 décembre 1972	18 janvier 1973
Honduras	10 octobre 2002 ^a	9 octobre 2002
Hongrie	1 ^{er} mai 1967	4 janvier 1969
Îles Salomon	17 mars 1982 ^b	16 avril 1982
Inde	3 décembre 1968	4 janvier 1969
Indonésie	25 juin 1999a	25 juillet 1999
Iran (République islamique d')	29 août 1968	4 janvier 1969
Iraq	14 janvier 1970	13 février 1970
Irlande	29 décembre 2000	27 janvier 2001
Islande	13 mars 1967	4 janvier 1969
Israël	3 janvier 1979	2 février 1979
Italie	5 janvier 1976	4 février 1976
Jamaïque	4 juin 1971	4 juillet 1971
Japon	15 décembre 1995	14 janvier 1996
Jordanie	30 mai 1974 ^a	29 juin 1974
Kazakhstan	26 août 1998 ^a	25 septembre 1998
Kenya	13 septembre 2001 ^a	12 octobre 2001
Kirghizistan	5 septembre 1997	5 octobre 1997
Koweït	15 octobre 1968 ^a	4 janvier 1969
Lesotho	4 novembre 1971 ^a	4 décembre 1971
Lettonie	14 avril 1992 ^a	14 mai 1992

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Liban	12 novembre 1971 ^a	12 décembre 1971
Libéria	5 novembre 1976 ^a	5 décembre 1976
Libye	3 juillet 1968 ^a	4 janvier 1969
Liechtenstein	1 ^{er} mars 2000 ^a	31 mars 2000
Lituanie	10 décembre 1998	9 janvier 1999
Luxembourg	1 ^{er} mai 1978	31 mai 1978
Madagascar	7 février 1969	9 mars 1969
Malawi	11 juin 1996 ^a	11 juillet 1996
Maldives	24 avril 1984 ^a	24 mai 1984
Mali	16 juillet 1974 ^a	15 août 1974
Malte	27 mai 1971	26 juin 1971
Maroc	18 décembre 1970	17 janvier 1971
Maurice	30 mai 1972 ^a	29 juin 1972
Mauritanie	13 décembre 1988	12 janvier 1989
Mexique	20 février 1975	22 mars 1975
Monaco	27 septembre 1995	27 octobre 1995
Mongolie	6 août 1969	5 septembre 1969
Monténégro	23 octobre 2006	22 novembre 2006
Mozambique	18 avril 1983 ^a	18 mai 1983
Namibie	11 novembre 1982 ^a	11 décembre 1982
Népal	30 janvier 1971 ^a	1 ^{er} mars 1971
Nicaragua	15 février 1978 ^a	17 mars 1978
Niger	27 avril 1967	4 janvier 1969
Nigéria	16 octobre 1967 ^a	4 janvier 1969
Norvège	6 août 1970	5 septembre 1970
Nouvelle-Zélande	22 novembre 1972	22 décembre 1972
Oman	2 janvier 2003 ^a	1 ^{er} février 2003
Ouganda	21 novembre 1980 ^a	21 décembre 1980
Ouzbékistan	28 septembre 1995 ^a	28 octobre 1995
Pakistan	21 septembre 1966	4 janvier 1969
Panama	16 août 1967	4 janvier 1969
Papouasie-Nouvelle-Guinée	27 janvier 1982 ^a	26 février 1982

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Paraguay	18 août 2003	17 septembre 2003
Pays-Bas	10 décembre 1971	9 janvier 1972
Pérou	29 septembre 1971	29 octobre 1971
Philippines	15 septembre 1967	4 janvier 1969
Pologne	5 décembre 1968	4 janvier 1969
Portugal	24 août 1982 ^a	23 septembre 1982
Qatar	22 juillet 1976 ^a	21 août 1976
République arabe syrienne	21 avril 1969 ^a	21 mai 1969
République centrafricaine	16 mars 1971	15 avril 1971
République de Corée	5 décembre 1978 ^a	4 janvier 1979
République démocratique du Congo	21 avril 1976 ^a	21 mai 1976
République démocratique populaire lao	22 février 1974 ^a	24 mars 1974
République de Moldova	26 janvier 1993 ^a	25 février 1993
République dominicaine	25 mai 1983 ^a	24 juin 1983
République tchèque	22 février 1993 ^b	22 février 1993
République-Unie de Tanzanie	27 octobre 1972 ^a	26 novembre 1972
Roumanie	15 septembre 1970 ^a	15 octobre 1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7 mars 1969	6 avril 1969
Rwanda	16 avril 1975 ^a	16 mai 1975
Sainte-Lucie	14 février 1990 ^b	16 mars 1990
Saint-Kitts-et-Nevis	13 octobre 2006	12 novembre 2006
Saint-Marin	12 mars 2002	10 avril 2002
Saint-Siège	1 ^{er} mai 1969	31 mai 1969
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 décembre 1981
Sénégal	19 avril 1972	19 mai 1972
Serbie	12 mars 2001 ^b	12 mars 2001
Seychelles	7 mars 1978 ^a	6 avril 1978
Sierra Leone	2 août 1967	4 janvier 1969
Slovaquie	28 mai 1993 ^b	28 mai 1993
Slovénie	6 juillet 1992 ^b	6 juillet 1992

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Somalie	26 août 1975	25 septembre 1975
Soudan	21 mars 1977 ^a	20 avril 1977
Sri Lanka	18 février 1982 ^a	20 mars 1982
Suède	6 décembre 1971	5 janvier 1972
Suisse	29 novembre 1994 ^a	29 décembre 1994
Suriname	15 mars 1984 ^b	14 avril 1984
Swaziland	7 avril 1969 ^a	7 mai 1969
Tadjikistan	11 janvier 1995 ^a	10 février 1995
Tchad	17 août 1977 ^a	16 septembre 1977
Thaïlande	28 janvier 2003 ^a	27 février 2003
Timor-Leste	16 avril 2003 ^a	16 mai 2003
Togo	1 ^{er} septembre 1972 ^a	1 ^{er} octobre 1972
Tonga	16 février 1972 ^a	17 mars 1972
Trinité-et-Tobago	4 octobre 1973	3 novembre 1973
Tunisie	13 janvier 1967	4 janvier 1969
Turkménistan	29 septembre 1994 ^a	29 octobre 1994
Turquie	16 septembre 2002	16 octobre 2002
Ukraine	7 mars 1969	6 avril 1969
Uruguay	30 août 1968	4 janvier 1969
Venezuela (République bolivarienne du)	10 octobre 1967	4 janvier 1969
Viet Nam	9 juin 1982 ^a	9 juillet 1982
Yémen	18 octobre 1972 ^a	17 novembre 1972
Zambie	4 février 1972	5 mars 1972
Zimbabwe	13 mai 1991 ^a	12 juin 1991
Total : 177		

Note : Ont signé la Convention, mais ne l'ont pas ratifiée le Bhoutan, la République de Nauru, Sao Tomé-et-Principe et Singapour.

^a Adhésion.

^b Date de réception de la notification de succession.